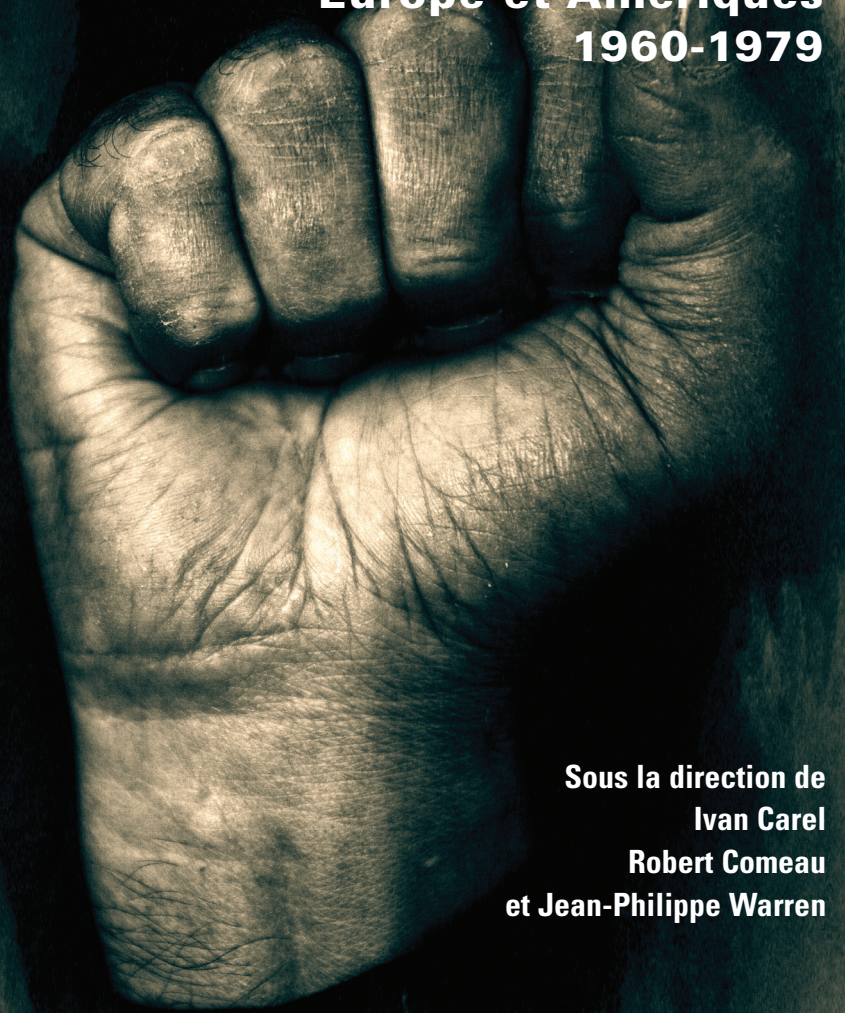


VIOLENCES POLITIQUES

**Europe et Amériques
1960-1979**



**Sous la direction de
Ivan Carel
Robert Comeau
et Jean-Philippe Warren**

Extrait de la publication

LUX

VIOLENCES POLITIQUES

Sous la direction de

**IVAN CAREL, ROBERT COMEAU
ET JEAN-PHILIPPE WARREN**

VIOLENCES POLITIQUES

Europe et Amériques, 1960-1979



© Lux Éditeur, 2013
www.luxediteur.com

Image de la couverture : Duncan Walker/Vetta/Getty Image

Dépôt légal : 2^e trimestre 2013
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISBN : 978-2-89596-165-9

Ouvrage publié avec le concours du Conseil des arts du Canada, du
Programme de crédit d'impôt du gouvernement du Québec et de la SODEC.
Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par
l'entremise du Fonds du livre du Canada (FLC) pour nos activités d'édition.

Ivan Carel, Robert Comeau et Jean-Philippe Warren

Introduction

Une nécessaire réflexion sur l'usage de la violence politique

CE LIVRE PORTE sur l'histoire de la violence politique dans les années 1960-1970. Alors que les attentats terroristes et les mobilisations violentes, quoique généralement en baisse, continuent de frapper un peu partout dans le monde et inondent notre imaginaire de visions sanglantes, il importe en effet plus que jamais de s'interroger sur la légitimité de la violence comme forme d'intervention publique. Le fait que celle-ci suscite l'expression des jugements de valeur les plus univoques rend l'exploration de ce champ de recherche encore plus pressante. La perspective historique adoptée dans cet ouvrage permet d'en mieux comprendre les ressorts, mais aussi de mieux saisir les modes de réaction du pouvoir face à cette violence.

Les années 1960-1970 comparées

Nous avons choisi d'étudier la période des années 1960-1970, car elle se caractérise par une mobilisation exceptionnelle suscitant un horizon d'attente semblable pour une large frange de la jeunesse occidentale: le partage d'un même répertoire de la contestation (manifestations de rue, *sit-in*, cocktails Molotov), des convergences idéologiques (marxisme, anticolonialisme et

nouvelle gauche), des événements politiques fondateurs (Vietnam, Révolution cubaine, guerre froide) et la communion autour d'une certaine « éthique » de l'engagement individuel et collectif.

Une conjoncture particulière alimente à ce moment les « raisons de la colère » : la violence politique des groupes protestataires surgit d'une perte de confiance dans la capacité des appareils d'État d'exprimer les aspirations populaires dans un contexte (toujours relatif) « d'opportunités politiques¹ ». Ainsi, dans le Québec de la Révolution tranquille (1960-1970), alors que la société se libéralisait et se démocratisait à grands pas et que des progrès énormes étaient accomplis dans de multiples domaines, des observateurs affirmaient que les objectifs visés par les militants souverainistes entraient trop directement en collision avec ceux des forces fédéralistes pour qu'il n'y ait pas d'affrontements brutaux entre les deux groupes. « Il n'est pas question, déclarait à l'époque Jean-Paul Sartre, que vous [les Québécois] obteniez d'une manière progressiste l'indépendance socialiste au Québec. Donc, il faut évidemment que ce soit à l'intérieur de la violence, je ne dis pas ça de gaité de cœur, c'est ainsi partout². » Cette constatation était reprise par de très nombreux intellectuels qui, de la Palestine à l'Uruguay, croyaient que le processus électoral était trop truqué pour permettre aux groupes opprimés d'exprimer leurs revendications.

Dans un contexte de « *rising expectations* », le choix de la violence politique était renforcé par la hâte des militants et par une vision prométhéenne de leur action. Le fameux « *We want the world and we want it now* » chanté en 1967 par les Doors exprime assez bien cette ferveur qui prend la forme d'un ultimatum lancé à la génération plus âgée. Pour la génération montante de l'après-guerre, abreuvée des écrits des penseurs de la décolonisation et du marxisme, l'idée de rupture est fondamentale : rupture avec la guerre froide, rupture avec les idéologies impérialistes, rupture avec une vieille gauche qui aurait trahi ses idéaux, rupture enfin avec un discours concevant l'existence comme un fleuve tranquille. Certains rêvent de transformer la révolte de la jeunesse en une véritable révolution. La situation internationale de ces années fébriles revêt donc un caractère particulier.

Vue ainsi, on peut penser que la violence protestataire (*sit-in*, enlèvements, barrages routiers, émeutes, etc.) a éclaté à cette époque afin de dévoiler les violences subies par des individus et des groupes marginalisés, mais qui prétendaient de manière inédite à une certaine représentativité sociale. Dans les faits cependant, il faut se méfier de toute interprétation normative ou mécanique. L'isolement social du groupe militant, ou au contraire ses plus ou moins nombreuses connexions avec l'extérieur sur les plans local, national et international, provoquent différents usages de la violence, allant de son abandon à sa radicalisation terroriste, en passant par différentes phases d'escalade ou de passage au légalisme. Ces nuances sont d'autant plus nécessaires que le groupe militant est souvent distinct (idéologiquement et socialement) du groupe de référence au nom duquel il combat. Les mouvements de décolonisation n'ont-ils pas offert aux militants d'un peu partout dans le monde des modèles d'action paradigmatiques et « propédeutiques³ » ? Une génération entière a pu ainsi répondre aux appels du changement social mondial en adaptant à ses propres intérêts et préoccupations les pratiques et discours en vogue en Algérie, à Cuba, en Chine ou au Vietnam.

Cet internationalisme rend nécessaire la prise en compte des autres mouvements qui, au même moment, secouaient les sociétés aux quatre coins du globe. Afin de mieux cibler cet effort d'analyse comparée, le présent ouvrage se concentre uniquement sur les situations américaines et européennes. Ces deux continents fournissent des cas déjà assez riches et complexes pour ne pas avoir à inclure en plus l'Océanie, l'Asie et l'Afrique. À un moment où, dans ce domaine, les études comparatives ne font que débiter, il était en effet à craindre de vouloir trop embrasser. Cependant, l'Europe et l'Amérique offrent de très intéressants contrastes sur fond de similitudes, et l'histoire de l'irruption de la violence politique peut donc se prêter à de très stimulants chassés-croisés interprétatifs.

Plusieurs des textes portent sur le cas québécois. Le choix ne découle pas seulement du fait que ce livre est édité à Montréal. Nous avons la ferme conviction que les expériences de

violence politique dont le Québec, cette presque Amérique, a été le théâtre peuvent servir de révélateur pour déchiffrer ce qui se passait ailleurs au même moment, et vice-versa. En d'autres termes, pour mieux comprendre le phénomène de la violence politique, non seulement l'histoire des pays américains et européens est riche d'enseignements, mais l'inverse est aussi vrai : les interactions entre le Front de libération du Québec (FLQ) et l'État québécois et canadien, et plus globalement le contexte d'effervescence propre au Québec de ces années de braise et de plomb, nous aident à saisir ce qui se passait ailleurs dans le monde. C'est ainsi que la situation québécoise permet d'éclairer les contextes d'une pléiade de pays ou de régions d'Amérique et d'Europe qui ont vu se déployer des phénomènes de violence politique : les États-Unis évidemment, où le Black Panther constituait une source d'inspiration importante pour nombre de mouvements de par le monde ; l'Amérique latine et ses multiples mouvements de guérillas, avec notamment le cas péruvien ; l'Irlande du Nord, aux prises avec le mouvement nationaliste le plus puissant d'Europe ; l'Allemagne des deux générations de Fraction armée rouge (Rote Armee Fraktion, RAF) ; etc.

Plan de l'ouvrage

Afin d'illustrer au mieux la problématique d'ensemble de ce recueil, qui s'interroge sur la légitimité du recours à la violence politique, nous l'avons divisé en quatre parties : les discours de légitimation, les conditions socio-politiques d'émergence de la violence, ses pratiques et, enfin, ses mutations.

Les discours de légitimation

Le terrorisme – qui aujourd'hui peut paraître à certains insensé ou désespéré – relève très souvent d'une logique implacable et rationnelle : il s'agit simplement d'une forme de l'art de la guerre. Les raisons évoquées dans les années 1960-1970 pour y avoir recours justifiaient l'utilisation de toutes les tactiques,

puisque c'est l'énoncé même des raisons légitimant la violence comme outil de changement social qui transformait une violence « gratuite » ou intéressée en violence politique, désintéressée, voire même altruiste et sacrificielle. Guy Rocher, Bernard Dagenais et Ivan Carel s'attardent sur ce thème en explorant plus particulièrement la situation québécoise: quels sont les ordres de discours qui sont en jeu dans les affrontements politiques violents qui mettent aux prises l'État et le FLQ? Comment les intellectuels qui se réclament de ce mouvement développent-ils un discours légitimant le recours ou non à la violence?

Les contextes d'émergence de la violence

Dans les années 1960-1970, on assiste à un « alignement des planètes » de la contestation, qui favorise le recours à la violence politique comme moyen d'atteindre ses objectifs. Plusieurs groupes sont désormais prêts à s'organiser et à lutter contre les inerties d'un monde trop vieux et trop oppressant. Leur manque de représentation, leur difficulté à se faire entendre, la convergence progressive des intérêts des différentes classes marginalisées vont nourrir l'impatience devant l'échec des politiques traditionnelles. Il ne suffira alors parfois que d'étincelles pour que les mouvements de contestation voient certaines franges issues de leurs rangs prendre les armes. En Amérique du Nord, c'est le cas chez les chauffeurs de taxi lors de la Révolution tranquille québécoise, qu'analyse Jean-Philippe Warren. C'est aussi le cas dans les rangs du Black Power américain, étudié ici par Robert Comeau.

En Amérique latine, les processus de colonisation des terres provoquent des tensions extrêmes, révélatrices des profondes mutations sociales en cours. La prise du pouvoir par des dictatures militaire ou de droite révèle une autre caractéristique des forces en présence dans cet affrontement: l'armée comme outil politique au service de l'État. José Del Pozo dresse le portrait de tous ces pays latino-américains qui ont été aux prises avec des mouvements terroristes au cours de ces années, tandis que Maritza Felices-Luna se concentre sur l'histoire péruvienne de cette deuxième moitié du xx^e siècle.

Les pratiques de la violence

Contrairement à d'autres régions du monde marquées par la violence politique, l'Europe et l'Amérique n'ont pas connu de génocide pendant la période étudiée⁴. Les guerres civiles n'ont pas eu non plus l'ampleur tragique d'autres conflits en Afrique ou en Asie. Cependant, la frontière n'est pas complètement étanche: c'est parfois inspirés des techniques développées dans les guerres «ouvertes» que les mouvements de guérilla mènent leurs opérations.

Qu'ils adoptent ou non des méthodes de guérilla urbaine, les groupes révolutionnaires qui se multiplient au cours des années 1960-1970 ont pour point de départ une violence spontanée, qu'ils canalisent progressivement en des actions toujours plus spectaculaires. Parmi eux, l'Armée républicaine irlandaise (IRA) et le FLQ se rejoignent dans le binôme nationalisme / revendications d'indépendance. On peut voir toutefois que plus on avance dans le siècle, plus l'anticolonialisme prend des accents marxistes-léninistes. Tous les groupes ne partagent pas cette même prémisse, mais ils ont généralement en commun un anti-impérialisme fervent et une volonté d'en découdre avec l'État, volonté qui les guide dans le choix de leurs cibles et dans leurs pratiques. C'est cette opposition à l'État fédéral canadien que décrit Simon Tessier lorsqu'il se penche sur la promulgation de la Loi sur les mesures de guerre, tandis que Frauke Brammer analyse plus en détail les processus de la violence lors des automnes québécois et allemand, pour les comparer. Enfin, André Poulin rappelle la place essentielle qu'a eue l'armée britannique dans le développement de l'IRA, notamment à la suite du *Bloody Sunday*, qui a confirmé en une après-midi les théories de Fanon sur la radicalisation de l'État et des militants.

Mutations et effritement de légitimité

Si le processus d'entrée en violence est de mieux en mieux connu, ses mutations et la transition vers l'abandon de la violence politique le sont beaucoup moins. Comment expliquer en effet que soudainement, des groupes qui professaient l'en-

gagement jusqu'à la mort en viennent, après un temps de latence plus ou moins long, à abandonner leur *credo* même s'ils sont loin d'avoir remporté la victoire? En fait, on peut postuler que les deux processus sont largement tributaires des mêmes déterminants: le contexte politique, idéologique et social général, les structures militantes et leurs stratégies, et enfin les parcours individuels. Si ces déterminants peuvent s'imbriquer les uns dans les autres comme des poupées russes, il n'est cependant pas absolument nécessaire que les trois soient réunis pour que l'on aboutisse à un mouvement de guérilla violente. Ainsi, la RAF des années 1980-1990 se maintient en vie ou en survie malgré un contexte idéologique et politique largement défavorable à ce type d'action. Le processus de radicalisation, qui peut mener à la clandestinité – signe d'un refus de tout compromis –, est rompu par le processus de désengagement, cette forme de deuil qui s'opère dans le parcours des guérilleros lorsqu'ils vont jusqu'à accueillir avec soulagement l'irruption de la police dans leur retraite. Lucille Beaudry s'interroge ainsi sur le passage de l'engagement felquiste au marxisme-léninisme et ses impacts sur le recours à la violence, tandis qu'Anne Steiner reprend l'histoire des militants de la RAF allemande sous l'angle de l'essentialisme. Enfin, Isabelle Sommier s'interroge sur les processus de démobilisation et de sortie de la violence des groupes européens.

Que penser de la violence politique?

Ce que ce livre nous apprend en premier lieu, c'est que la violence est, dans la vaste majorité des cas, une stratégie parmi d'autres. Loin du désir incontrôlé de « tout casser », il s'agit d'assurer la visibilité d'un mouvement ou d'une cause, entre autres dans un contexte où les médias suivent une logique de l'événementiel et du spectaculaire. Comme le calme et le trivial ne peuvent pas faire l'objet d'un reportage au journal télévisé, la quête du sensationnalisme donne une résonance inédite (positive ou négative) aux protestations populaires. Par

la force des images, une poignée de militants lançant des cocktails Molotov lors d'un défilé peuvent réduire au silence les 5 000 personnes présentes qui n'ont pas pris part au grabuge. Cette stratégie médiatique doit cependant être manipulée avec soin, un mouvement courant toujours le risque d'être renvoyé à des images confuses de crime et de chaos. Les groupes qui recourent systématiquement à la violence politique ont par conséquent appris à discipliner leurs militants et à professionnaliser leurs actions dans la volonté de conscientiser et de mobiliser les masses⁵. La violence s'inscrit alors dans une forme de dialogue dont les médias sont un des interlocuteurs⁶. Vue ainsi, la violence politique – tout comme la guerre – est la continuation de la politique par d'autres moyens, une perspective justifiée par le grand nombre de mouvements terroristes ou armés ayant choisi l'électoratisme après des années passées dans la clandestinité⁷.

Bref, la violence peut avoir des attributs positifs. Frantz Fanon, par exemple, soulignait dans *Les damnés de la terre* comment la violence politique n'avait la plupart du temps rien de gratuit ou d'irrationnel. En premier lieu, selon lui, elle permet de démystifier les rapports censément égaux qui régulent les relations en société, en montrant comment la mort spectaculaire d'un colonisateur par des mains terroristes vaut souvent bien davantage que celle, silencieuse et quotidienne, de centaines de travailleurs ou de colonisés. En deuxième lieu, le recours à la violence entraîne une population dans une escalade implacable, le cycle de la violence et de la contre-violence ne pouvant connaître comme dénouement que l'élimination d'une des classes ou d'un des groupes en conflit. En troisième lieu, elle sépare les camps en présence selon des lignes claires, viscérales, chacun prenant spontanément fait et cause pour son groupe menacé. Enfin, elle trempe l'esprit et l'âme des colonisés dans une détermination inébranlable, irréductible. « Elle débarrasse le colonisé de son complexe d'infériorité, de ses attitudes contemplatives ou désespérées. Elle le rend intrépide, le réhabilite à ses propres yeux⁸. »

Face à de tels discours, les forces de l'ordre peuvent intensifier la répression, mais, pour elles, la situation est délicate, puisque l'adoption de mesures d'exception peut fournir des arguments aux opposants et démontrer le caractère oppressant du pouvoir. La société démocratique contemporaine a par conséquent appris à tolérer certaines formes d'action violente qu'elle a intégrées, dans certains contextes et pour certains groupes, au répertoire légitime (ou simplement attendu) des modes de contestation politique. Les formes plus triviales de violence, dont les barrages routiers ou le vandalisme de voitures de police, « constituent, dans l'intervalle des consultations électorales, une manière de "faire de la politique d'une autre façon"⁹ ». Loin d'être un phénomène aberrant et anormal de la vie politique moderne, la violence politique, dans ses formes il est vrai les plus bénignes, fait désormais partie des soupapes possibles de la médiation politique, et il s'avère vain de vouloir tout à fait distinguer violence instrumentale et violence colérique, comme les journalistes tentent parfois de le faire lorsque, par exemple, des émeutes éclatent dans les quartiers chauds des banlieues¹⁰.

En revenant sur les événements des années 1960-1970, le présent livre permet de mieux comprendre la rationalité (à distinguer de la légitimité) de la violence politique. Il permet de mieux saisir la relation entre la violence des uns et la violence des autres, de cerner les contextes sociaux, politiques et économiques qui sont susceptibles d'alimenter la violence et de déterminer les principaux mécanismes dont usent les différents paliers de gouvernement pour mater ou disperser les opposants jugés trop radicaux. Ce faisant, le lecteur est amené à voir comment, pour les dissidents, la violence dont ils sont les auteurs n'a rien de gratuit et ne fait que répondre à une violence inscrite dans le système dominant lui-même. En ce sens-là, cet ouvrage porte une leçon qui déborde largement les simples connaissances historiques : il contient une morale que chacun sera en mesure de formuler pour soi-même.

Les discours de légitimation

Guy Rocher, Université de Montréal

La violence politique et sa légitimité

CET OUVRAGE, proposant un « retour *sur* l'usage de la violence politique », permet, en jouant sur le mot retour, de se demander s'il y a effectivement, aujourd'hui, un « retour *de* la violence politique ». On peut sans doute répondre positivement à la question si on a à l'esprit toutes les formes de violence, aussi bien verbale, symbolique, psychologique que physique. Bien des pouvoirs politiques ne se privent pas d'y recourir. Si l'on veut plutôt parler de la seule violence physique, on peut alors dire que nous vivons une période de notre histoire québécoise, canadienne et nord-américaine où nous connaissons moins de violence politique qu'il n'y en a eu à certains autres moments. Mais on constate tout de même encore une certaine violence politique; ceux qui sont allés manifester à Toronto à l'été 2010, à l'occasion de la réunion du G20, en ont fait l'expérience. La police torontoise a effectué un millier d'arrestations et un certain nombre de Québécois et de Canadiens ont été tabassés. Sans parler des arrestations de ce printemps 2012 au Québec, dont le nombre atteint presque 3 000.

Il y a assurément beaucoup de violence politique de toute nature ailleurs dans le monde. En ce qui nous concerne, nous Québécois, nous vivons surtout avec la mémoire de la violence politique. C'est bien un des sens de cet ouvrage collectif: nous remémorer la violence politique que nous avons connue au Québec et au Canada. C'est donc dans ce sens-là que je vais ici l'aborder. Pour ce faire, je souhaite d'abord procéder comme

les juristes avec qui je travaille, prenant leur bonne habitude de clarifier les termes avant d'aller plus loin. En droit, on le sait, les mots ont une très grande importance.

Les définitions de la violence et de la légitimité

«Violence», d'abord : comme les juristes, ayons recours au dictionnaire. Le *Robert* définit ainsi la violence : « Force brutale pour soumettre quelqu'un. » C'est très court, mais ça dit l'essentiel. La définition du *Larousse* est un peu plus élaborée : « Caractère de ce qui se manifeste, se produit, ou produit ses effets, avec une force intense, extrême, brutale. » Trois adjectifs. L'adjectif « brutal » revient dans les deux définitions. Ce n'est pas sans signification. J'ajoute une troisième définition, qui n'est pas du dictionnaire, mais plutôt dans le livre de Suzanne Labin, publié il y a déjà une trentaine d'années (en 1978), intitulé précisément *La violence politique*. C'est un ouvrage dont je me suis inspiré jusqu'à un certain point, d'autant qu'il est de droite, ce qui me fait réagir. L'auteure définit la violence de la façon suivante : « J'entendrai le mot "violence" dans son *sens strict*, c'est-à-dire comme une action directement dirigée contre *l'intégrité physique* des personnes ou des organismes visés et aboutissant ou bien à faire souffrir des hommes corporellement, voire à les tuer, ou bien à détruire ou endommager des installations ou des services¹. »

Plus qu'une définition, il s'agit cette fois d'une description de la violence. Suivant ces deux définitions et cette description, j'entendrai désormais le terme « violence » uniquement dans son sens strict, comme le dit Labin, c'est-à-dire non pas dans le sens de la violence verbale, qui est une extension de la violence, ni de la violence symbolique, comme on a aimé en parler aussi. J'utiliserai le terme « violence » dans son sens strict de violence physique, de force brutale, extrême ou intense.

CET OUVRAGE A ÉTÉ IMPRIMÉ EN AVRIL 2013
SUR LES PRESSES DES ATELIERS DES
IMPRIMERIES MARQUIS POUR LE COMPTE DE
LUX, ÉDITEUR À L'ENSEIGNE D'UN CHIEN D'OR
DE LÉGENDE DESSINÉ PAR ROBERT LAPALME

L'infographie est de Claude BERGERON

La révision du texte a été réalisée
par Annie PRONOVOST

Lux Éditeur
c.p. 129, succ. de Lorimier
Montréal, Qc H2H 1V0

Diffusion et distribution
Au Canada: Flammarion
En Europe: Harmonia Mundi

Imprimé au Québec
sur papier recyclé 100 % postconsommation

VIOLENCES POLITIQUES

Alors que les soulèvements armés et les attentats continuent de survenir un peu partout dans le monde, il importe de s'interroger sur la légitimité de la violence comme forme d'intervention publique, qu'elle soit l'œuvre des groupes militants ou celle des forces étatiques.

Dans le but de préciser les enjeux fondamentaux liés à ce phénomène, cet ouvrage revient sur les décennies agitées de 1960-1970 qui, plus que toute autre période récente, permettent d'en comprendre les ressorts. En tentant de faire tomber les masques de la coercition et de l'arbitraire, les groupes révolutionnaires de l'époque ont en effet développé des stratégies singulières de mobilisation pour lutter contre les pouvoirs établis.

En revenant à l'histoire de la Bande à Baader, du Sentier lumineux, des Black Panthers, de l'Armée républicaine irlandaise, du Front de libération du Québec, du Mouvement de libération du taxi ou encore des Brigades rouges, ce livre dégage l'esprit d'une période cruciale au cours de laquelle les membres de ces groupes, partisans de l'action directe, ont partagé les mêmes répertoires de la contestation, les mêmes références symboliques et une même éthique de l'engagement individuel et collectif. Le pouvoir, croyaient-ils, est au bout du fusil !

La raison du plus fort est-elle toujours la meilleure ? À lire cet ouvrage, chacun sera mieux en mesure de répondre à la maxime du fabuliste.

Avec les textes de Lucille Beaudry, Frauke Brammer, Ivan Carel, Robert Comeau, Bernard Dagenais, José Del Pozo, Maritza Felices-Luna, André Poulin, Guy Rocher, Isabelle Sommier, Anne Steiner, Simon Tessier et Jean-Philippe Warren.